

REPUBLIQUE FRANCAISE

SYNDICAT MIXTE DE GESTION DU  
PARC NATUREL REGIONAL DU VERDONDEPARTEMENT DES ALPES  
DE HAUTE PROVENCE

99\_DE-004-250401072-20230316-DEL23\_03\_B2

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
16/03/2023

L'an deux mille vingt-trois, le seize-mars,

Le Bureau du syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional du Verdon s'est réuni à 14h00 au domaine de Valx à Moustiers Sainte Marie sous la présidence de M. Bernard CLAP.

Nombre de membres		
En exercice	Présents et représentés	Votants
21	13 +	13
Total des voix : 15		

Date de convocation
02/03/2023

Délibération  
n°23\_03\_B2\_17Etaient présents :

10 représentants des communes (1 voix chacun) : **Bernard CLAP** (Trigance) ; **Jacques ESPITALIER** (Quinson) ; **Antoine FAURE** (Aups) ; **Jean-Pierre BAGARRE** (Aiguines) ; **Arlette RUIZ** (Saint Julien le Montagnier) ; **Paul CORBIER** (St Julien du Verdon) ; **Philippe MARANGES** (Castellane) ; **Jean-Marie PAUTRAT** (Allons) ; **Romain COLIN** (Moustiers Sainte Marie) ; **Magali STURMA-CHAUVEAU** (Rougou)

2 représentants des établissements publics de coopération intercommunale : (1 voix chacun) :

**Michèle BIZOT-GASTALDI** : communauté de communes Provence Alpes Verdon ; **Christophe BIANCHI** (Durance Luberon Verdon agglomération)

1 représentant de la Région Provence Alpes Côte d'Azur (3 voix) : **Jean-Charles BORGHINI**Convention pour la transmission des actes en Préfecture

Le recours aux échanges électroniques pour le contrôle de légalité est prévu par l'alinéa 3 des articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Pour cela, les collectivités concernées doivent, en application des articles R. 2131-3, R. 3132-1 et R. 4142-1 du CGCT, signer avec le représentant de l'Etat dans le département ou dans la région (pour les régions) une « convention de télétransmission ». Elle a pour objet :

- de porter à la connaissance des services préfectoraux le dispositif utilisé afin qu'ils soient en mesure de vérifier s'il est homologué dans les conditions prévues à l'article R. 2131-1 du CGCT ;
- d'établir les engagements respectifs des deux parties pour l'organisation et le fonctionnement de la transmission par voie électronique.

Une première convention avait été signée en juin 2012 pour l'envoi des délibérations et contrats (y compris marchés publics) mais excluait les documents budgétaires.

Il est ainsi proposé de signer une nouvelle convention avec les services de l'Etat pour permettre également la transmission des documents budgétaires (budget primitif, compte administratif, décisions modificatives, virements de crédits)

Entendu l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, les membres du Bureau :

- approuvent les termes de cette convention;
- autorisent le Président à la signer ainsi que toute pièce utile à la réalisation de l'opération.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et l'an susdits  
Suivent les signaturesActe rendu exécutoire  
Après transmission en Préfecture  
Le  
et publication le

Pour extrait conforme

Le Président  
**Bernard CLAP**

